

**GREFFE
DU
TRIBUNAL
DE COMMERCE
DE BORDEAUX**

ETS/2026P00823/2026J00795/29-04-2026

SCP SILVESTRI-BAUJET

23 rue du Chai des Farines
33000 BORDEAUX

**EXTRAIT
DES MINUTES DU GREFFE
DU TRIBUNAL DE
COMMERCE**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Le Tribunal de Commerce de Bordeaux
a rendu la décision dont la teneur suit



N° de rôle	2026P00823
Nom du dossier	/ SARL L'A.G.
Délivrée le	29/05/2026



TRIBUNAL DE
COMMERCE
DE BORDEAUX

JUGEMENT DU MERCREDI 29 AVRIL 2026
4^{ème} Chambre

N° PCL : 2026J00795
SARL L'A.G.
N° RG : 2026P00823

DEBITEUR

SARL L'A.G., sise 6 Allée Pierre Ortal, 33680 LACANAU,
RCS BORDEAUX 851 616 391 - 2019 B 3256

Représentants légaux :

- Madame Achta BEISSALAH co-gérante,
- Monsieur Grégory ROY co-gérant, demeurant 3 Rue du Petit Coulobre, 24150 BAYAC,

Comparaissant en la personne du représentant légal,

COMPOSITION DU TRIBUNAL

Décision contradictoire et en premier ressort,

Débats, clôture des débats et mise en délibéré lors de l'audience du 29 avril 2026 en chambre du Conseil où siégeaient Jean SIMON, Juge remplissant les fonctions de Président de Chambre, Frédéric AGUILAR, Vincent LASSALLE-SAINT-JEAN, Juges, assistés de Mme Peggy MORAND, Greffier assermenté,

Délibérée par les mêmes Juges,

Le Ministère public avisé,

Prononcée à l'audience publique du 29 avril 2026,

La minute du présent jugement est signée par Jean SIMON, Juge remplissant les fonctions de Président de Chambre et par Mme Peggy MORAND, Greffier assermenté.

Le 7 avril 2026, la société L'A.G. SARL a déclaré au Greffe de ce Tribunal être en état de cessation des paiements, a souligné ne pas être en mesure de présenter un plan de redressement de l'entreprise, a requis l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire,

Le Ministère Public a été avisé de la procédure,

La société, qui est identifiée sous le n° 851 616 391 RCS BORDEAUX (2019 B 3256), a pour activité déclarée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux : café bar avec vente de boissons alcoolisées et non-alcoolisées, restauration et vente de produits et services non réglementés,

Constituée sous la forme de SARL, elle est donc commerciale par sa forme et son objet et a son siège dans le ressort juridictionnel de ce Tribunal,

Au cours des débats en chambre du conseil, la société L'A.G. SARL a présenté ses explications et confirmé les termes de sa déclaration,

MOTIVATION

Il résulte des pièces produites et des informations recueillies en chambre du conseil que :

- l'actif disponible, selon les déclarations des dirigeants, est nul,
- le passif échû et exigible, provisoirement évalué et sous toutes réserves, s'élève à 7898,00 EUR euros,
- il n'existe pas d'actif immobilier,
- au 31 décembre 2023, le chiffre d'affaires s'élevait à 139.043,00 euros et les pertes à 4.680,00 euros,
- aucun salarié n'est employé ni ne l'a été dans les six derniers mois,

La société L'A.G. SARL a indiqué qu'elle considérait que sa situation était trop compromise pour qu'une solution de redressement puisse être envisagée,

La société L'A.G. SARL a indiqué qu'elle avait cessé toute activité,

Sur ce,

La société L'A.G. SARL est dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible et se trouve en état caractérisé de cessation des paiements,

La situation de fait corroborée par les propres déclarations des dirigeants est probante de l'impossibilité manifeste de parvenir à un redressement,

Il convient dès lors de faire application des dispositions des articles L 640-1 et suivants du code de commerce et d'ouvrir une procédure de liquidation judiciaire,

Il y a lieu de fixer la date de cessation des paiements conformément à l'article L 631-8 du code de commerce, au 1^{er} avril 2025, date à compter de laquelle la société n'a plus été en mesure d'honorer le règlement de ses cotisations URSSAF ; ce que confirme les dirigeants,

Le Tribunal dispose des éléments lui permettant de vérifier que les conditions mentionnées au 1^{er} alinéa des articles L 641-2 et D 641-10 du code de commerce sont réunies. Il sera donc fait application de la procédure simplifiée prévue aux articles L 644-1 et suivants du code de commerce,

Les seuils prévus par l'article L 644-5 et fixés par l'article D 641-10 du code de commerce ne sont pas atteints. Le Tribunal dira donc que la clôture de la liquidation judiciaire sera prononcée au plus tard dans le délai de six mois à compter de la présente décision,

De désigner les organes de la procédure conformément à l'article L 641-1 de ce même code,

D'ordonner les mesures de publicité conformément à la loi et de dire que les dépens seront employés en frais privilégiés de liquidation judiciaire.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré,

Vu les articles L 640-1 et suivants du code de commerce,

Constata l'état de cessation des paiements de la société L'A.G. SARL

Ouvre une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de :

La société L'A.G. SARL, au capital de 1.000,00 euros, identifiée sous le n° 851 616 391 RCS BORDEAUX (2019 B 3256), dont le siège social est situé 6 Allée Pierre Ortal, 33680 LACANAU, exerçant une activité de café, bar avec vente de boissons alcoolisées et non-alcoolisées, restauration et vente de produits et services non réglementés,

Conformément aux dispositions du chapitre 1^{er} du titre IV du livre VI du code de commerce,

Après avoir recueilli les observations du débiteur, fixe provisoirement au 1^{er} avril 2025 la date de cessation des paiements,

Dit qu'il sera fait application de la procédure simplifiée prévue aux articles L 644-1 et suivants du code de commerce,

Nomme Christophe LATASTE, Juge Commissaire et Philippe GERARD, Juge commissaire suppléant,

Nomme la SCP SILVESTRI-BAUJET, 23 Rue du Chai des Farines, 33000 BORDEAUX, en qualité de liquidateur et dit que cette mission sera suivie par Maître Bernard BAUJET

Confie en application de l'article L 641-2 alinéa 2 du code de commerce au liquidateur la mission de réaliser l'inventaire dans cette procédure,

Impartit aux créanciers pour la déclaration de leurs créances un délai de 2 mois à compter de la publication du présent jugement au BODACC,

Fixe à 4 mois à compter du terme du délai imparti aux créanciers pour déclarer leurs créances, le délai pour l'établissement de la liste des créances déclarées, conformément à l'article L 624-1 et R 624-2 du Code de Commerce,

Dit que le Tribunal prononcera la clôture de la liquidation judiciaire au plus tard dans le délai de six mois à compter de la présente décision,

Ordonne la communication de la présente décision aux autorités citées à l'article R 641-6 du code de commerce,

Ordonne sans délai nonobstant toute voie de recours, la publication du présent jugement conformément à l'article R 641-7 du code de commerce,

Rappelle que l'exécution provisoire est de droit,

Dit que les dépens seront employés en frais privilégiés de liquidation judiciaire.

EXPÉDITION

Pour expédition certifiée conforme à la minute de la présente
décision

Le Greffier



N° de rôle	2026P00823
Nom du dossier	/ SARL L'A.G.
Délivrée le	29/05/2026

Sixième et dernière page.